



Ecole polytechnique
Direction des Achats

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Réalisation de prestations de déménagement pour l'École polytechnique

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°










MX25-007

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	10
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
8.	LITIGE ET SANCTIONS	23
9.	FIN DU CONTRAT	25

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Réalisation de prestations de déménagement pour l'École polytechnique
	Acheteur	Ecole polytechnique
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	ECOLE POLYTECHNIQUE Route de Saclay 91128 PALAISEAU CEDEX
	Durée globale	48 mois (dont 1 période initiale de 12 mois – 3 reconductions de 12 mois)
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Réalisation de prestations de déménagement pour l'École polytechnique.

Le présent marché concerne la réalisation de prestations de déménagement au profit des services et des laboratoires de l'Ecole polytechnique.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est
ECOLE POLYTECHNIQUE
Route de Saclay
91128 PALAISEAU CEDEX.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes (annexe n°1 B.P.U, annexe n°2 Délais, annexe n°3 Cadre de réponse technique, annexe n°4 Simulation de demandes de devis) ;
- le présent document ;
- le CCTP n°2025T002 du contrat et ses annexes ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole polytechnique**, représenté par Laura CHAUBARD Présidente du conseil d'administration par intérim.

Adresse et coordonnées :

Direction des Achats
Ecole polytechnique
Route de Saclay
91128 Palaiseau
Téléphone : 0169333230

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande** avec minimum et avec maximum mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

- Montant minimum annuel 18 000,00 € HT
- Montant maximum annuel 400 000,00 € HT

Les montants maximums indiqués sont donnés à titre estimatif et ne présentent aucun caractère contractuel.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **48 mois** à compter du **3 novembre 2025**.

■ Modalités de reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** dans les conditions suivantes :

Période	Montants	Durée
- Période initiale	- montant minimum annuel 18 000,00 € HT - montant maximum annuel 400 000,00 € HT	12 mois
- Reconduction n°1	- montant minimum annuel 18 000,00 € HT - montant maximum annuel 400 000,00 € HT	12 mois
- Reconduction n°2	- montant minimum annuel 18 000,00 € HT - montant maximum annuel 400 000,00 € HT	12 mois
- Reconduction n°3	- montant minimum annuel 18 000,00 € HT - montant maximum annuel 400 000,00 € HT	12 mois

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 1 an puis reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans.

L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

■ Reconduction anticipée :

Dans l'hypothèse où le montant maximum annuel du marché serait atteint avant la date anniversaire du marché, le marché pourra être reconduit de manière anticipée à la demande expresse écrite du pouvoir adjudicateur.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times [0,20 + 0,80 \times (I_m/I_0)]$.

P = prix révisé

P_o = prix initial

I₀ = valeur de l'index au mois M₀

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
010766819	Services de déménagement - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)-CPF49.42

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**, il est calculé une première fois à la date de démarrage de la seconde période d'exécution. Le coefficient est ensuite recalculé tous les 12 mois.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix **est pris en charge par le titulaire**. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

■ Clause butoir :

L'évolution des prix suite à l'application de la formule de révision indiquée ci-dessus, ne pourra pas entraîner une augmentation annuelle de plus de 5%. Lors de la révision de prix, l'Ecole polytechnique admettra une augmentation maximale des prix du titulaire de 5 % par rapport aux prix initiaux, tels qu'établis lors de la remise des offres, antérieurement à la date de notification du marché.

Si les prix des prestations venaient à dépasser l'augmentation de 5 % fixée ci-dessus, les prix plafonnés correspondant aux prix initiaux multipliés par 5 % seront appliqués pour poursuivre l'exécution des prestations, et devront être considérés comme étant les nouveaux prix de l'accord-cadre.

■ Clause de sauvegarde :

Si l'application de la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 5 % l'an, l'Ecole polytechnique se réserve le droit de refuser l'application de ces nouveaux tarifs.

Si aucun accord ne peut intervenir entre les Parties, l'Ecole polytechnique se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du présent marché. La date d'effet de la résiliation sera alors celle du changement de tarif en cause.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit ou de la prestation pour un prix identique.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Conformément à l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire indiqué dans l'Acte d'Engagement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, l'option A s'applique : Le taux de cette avance est fixé à **5%**. Le taux de l'avance passe à **30% si le fournisseur est une PME**.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée dès 65% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Conformément à l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, la facturation dématérialisée est obligatoire pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Les factures sont adressées obligatoirement au service facturier de façon dématérialisée et gratuite dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal de ses factures et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par le service en charge du paiement.

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire devra fournir les informations suivantes :

- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ, qui correspond au n° du bon de commande ou au n° du marché ou référence assimilée ex : n° de convention) ;
- le **code du Service Exécutant (code SE) : SFACT** (service facturier)

Ces informations sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

Le titulaire du marché ne pourra pas utiliser la facturation papier excepté en cas de dysfonctionnement du système Chorus, dans ce cas, il lui appartiendra d'apporter la preuve du dysfonctionnement et les factures seront traitées suivant les modalités de la remise de la facturation sur support papier.

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif après constatation du service fait (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Autorité compétente pour payer les dépenses :**

Agent comptable de l'Ecole polytechnique
Ecole polytechnique
Agence comptable
Route de Saclay
Palaiseau
91128

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

Le contenu des prestations est détaillé dans le CCTP n° 2025T002. Les prestations seront exécutées sur l'ensemble des bâtiments de l'Ecole polytechnique :

**Ecole polytechnique
Route de Saclay
91128 PALAISEAU Cedex**

■ Modalités des demandes de devis :

Pour chaque prestation, l'Ecole polytechnique transmettra une demande de devis au titulaire.

Préalablement à l'établissement du devis :

- Soit le titulaire effectuera une visite des lieux afin de prendre en compte tous les éléments nécessaires à la réalisation de la prestation demandée.
- Soit, si le pouvoir adjudicateur estime qu'une visite n'est pas nécessaire, toutes les informations nécessaires à l'établissement d'un devis sont envoyées au titulaire.

Le devis sera calculé sur la base de prix unitaires figurant au bordereau de prix unitaire (Annexe 1 à l'acte d'engagement).

L'Ecole polytechnique se réserve le droit de demander un nouveau devis dans le cas où le premier devis reçu est considéré comme inapproprié à la réalité de la prestation. A son bon vouloir, l'acheteur pourra intervenir pour négocier les montants du devis.

■ Informations présentes sur les demandes de devis

Le titulaire du marché, suite à la visite des lieux, remettra à l'Ecole polytechnique un devis établi sur la base des prix figurant sur le bordereau de prix unitaire tout en respectant le nombre de personnes initialement prévues pour ce type de prestations (sur la base de l'offre initiale du candidat).

Si le titulaire est dans l'impossibilité de présenter le nombre de personne indiqué au devis, il se doit de prévenir 48 heures à l'avance la personne ayant fait la demande de devis afin de trouver une solution convenable sous peine de pénalité indiquée à l'article 8 du présent contrat.

Le devis comportera les mentions suivantes :

- Numéro de marché,
- Dates prévisionnelles d'intervention,
- Lieux de départ et d'arrivée expressément indiqués,
- Bâtiment(s) concerné(s),
- Nature et nombre de mobilier(s) concerné(s),
- Dans la mesure du possible, le devis devra insérer les photos prises lors du déplacement fait pour la demande de devis,
- Délais d'intervention,
- Date prévisionnelle de mise à disposition des fournitures (emballages, étiquettes, autres...),
- Nombre de personnes dédiées à l'opération (selon grille du BPU en annexe 1 à l'acte d'engagement) + prix associé (faire apparaître les coûts unitaires),
- Nombre et natures des fournitures nécessaires à la réalisation des prestations (selon BPU) + prix associé (faire apparaître les coûts unitaires),
- Nombre et natures du matériel éventuellement utilisé (selon BPU) + prix associé (faire apparaître les coûts unitaires),
- Nombre et natures des véhicules éventuellement nécessaires (selon BPU) + prix associé (faire apparaître les coûts unitaires),
- Montant global en euros et HT
- Montant TVA
- Montant global TTC.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont exécutées au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande.

Chaque commande fera l'objet d'un bon de commande établi par l'Ecole polytechnique et signé par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande devront comprendre les informations suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La durée de validité de chaque bon de commande est fixée à trois mois.

Les bons de commande seront adressés au titulaire au fur et à mesure des besoins pendant toute la durée du marché. Ils pourront être émis pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance du marché. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Les bons de commandes seront adressés par courrier électronique dont le titulaire devra en accuser réception avec la mention « bon pour accord ». La date effective de notification des bons de commandes est celle portée sur l'accusé réception du courrier électronique adressée par le titulaire attestant la bonne réception du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai de 24 heures maximum à compter de la date de réception de chaque bon de commande pour présenter des réserves. Passé ce délai, le titulaire est engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par l'Ecole, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : M. Erik Frey, Directeur des Moyens Généraux ou son représentant en cas d'absence.

■ **Présentation des bons de livraison ou lettre de voiture :**

Un bon de livraison ou une lettre de voiture, doit être présenté et signé à réception de chaque prestation. Ce document devra comprendre, au minimum, les informations suivantes :

- Période de chargement et de livraison
- Adresse du chargement et de la livraison
- Le nom du contact de l'Ecole polytechnique en charge de la prestation
- Les difficultés d'accès (étages, ascenseur, passage fenêtre, etc.)
- Le véhicule en charge du transport (numéro d'immatriculation, certificats d'inscription, numéro de licence, marque du véhicule)
- Un champ dans le document permettant de compléter les réserves éventuelles

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution

de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ **Opérations de vérification du service fait et admission des prestations :**

Les opérations de vérification des prestations sont destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Les opérations de surveillance et vérifications seront réalisées par le responsable technique de l'Ecole polytechnique, qui prononcera l'admission de chacune des prestations.

Par dérogation à l'article 27.2.1 du CCAG FCS, tous les frais afférents aux opérations de vérification sont à la charge du titulaire, quel que soit le lieu d'exécution des prestations.

Le bon de livraison ou la lettre de voiture émanant du titulaire et signé par un responsable de l'Ecole polytechnique, pris sous réserve de vices cachés, vaut admission des prestations.

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Le titulaire devra également mettre en œuvre les actions présentées dans son offre.

Ces obligations sont les suivantes :

- Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental du transport des biens.
- Il privilégie le transport groupé des marchandises objet de l'accord-cadre, lorsque son planning le permet, afin de réduire les déplacements des véhicules.
- Les véhicules utilisés pour l'exécution des prestations respecteront les normes environnementales relatives aux émissions polluantes et émissions de gaz à effet de serre.
- Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.
- La récupération des emballages
- La revalorisation des emballages
- La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire du présent accord-cadre devra être en mesure de justifier, à tout moment de l'exécution des prestations du contrat, de l'impact environnemental de ses activités et des dispositifs mis en œuvre en matière de protection de l'environnement et de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Clause sociale d'insertion

■ Obligation d'insertion :

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution. Cette clause est applicable telle qu'indiquée ci-après.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

■ Public éligible à la clause sociale d'insertion :

Le titulaire devra impérativement faire appel à une / des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

Cette liste constitue une des conditions d'exécution du présent marché. Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

■ **Volume d'heures d'insertion à réaliser :**

Le titulaire s'engage sur toute la durée d'exécution du marché, reconductions comprises, à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion sociale de 8 heures par tranche de 10 000,00 € HT de commandes facturées.

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 10 000€. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Le calcul est fait sur l'ensemble des bons de commande pour la durée totale de l'accord-cadre.

■ **Modalités de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion :**

Cela consiste, pour le titulaire du marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous.

Ainsi, pour satisfaire son engagement, l'entreprise pourra :

- **1ère modalité** : recruter directement les bénéficiaires au sein des catégories listées au CCAP (CDI, CDD, contrat d'apprentissage, contrat aidé).
- **2ème modalité** : confier à une entreprise de travail temporaire d'insertion, à un groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification, une association intermédiaire, un Esat ou une Entreprise Adaptée, soit à une entreprise de travail temporaire la mise à disposition de personnel pour la réalisation de tout ou partie des heures d'emploi,
- **3ème modalité** : sous-traiter ou co-traiter tout ou partie des heures d'emploi à une entreprise de l'Insertion professionnelle ou du handicap.

■ **Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, une procédure spécifique d'accompagnement est gérée par la plateforme d'animation des clauses sociales de la MEIF Paris Saclay qui peut être sollicitée en prenant contact avec le facilitateur de clauses d'insertion :

Plateforme d'animation des clauses
sociales

Téléphone : 01 69 29 97 98

E-Mail : m.maquin@meif.fr

■ Modalités d'exécution de l'action d'insertion :

Dans les 10 jours qui suivent la notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec la plateforme d'animation des clauses d'insertion.

Cette prise de contact permettra de définir quelles sont les modalités retenues par le titulaire, parmi les trois choix qui lui sont proposés, pour la mise en œuvre de cette clause d'insertion professionnelle.

La facilitatrice appuiera notamment le titulaire du marché pour :

- Le choix de la modalité de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion et pour les mises en relation liées à ce choix ;
- La recherche et la validation des candidats correspondants aux critères d'éligibilité définis ci-dessus ;
- Le repérage des SIAE ou STPA susceptibles d'être cotraitantes ou sous-traitantes ;
- La validation des heures d'insertion réalisées ;
- L'établissement des attestations de réalisation des objectifs ;
- L'assistance nécessaire à la mise en œuvre des obligations d'insertion.

■ Contrôle et suivi des heures d'insertion :

Le titulaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de l'acheteur pour mettre en œuvre les actions d'insertion. Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. A cet effet, il devra produire tous les renseignements utiles (fiche de poste date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio- professionnel, formation.....) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet à l'acheteur les relevés des heures réalisées. En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'acheteur ainsi que le facilitateur peuvent à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise attributaire. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues l'article 8.1 du présent CCAP.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur mentionné ci-dessous. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs.

Le suivi des heures fera également l'objet d'un bilan annuel.

■ Conditions de suspension de l'application de la clause d'insertion

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur peut décider de suspendre l'exécution de la clause sociale d'insertion. Cette décision est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis par la Direccte ou le juge.

La suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion, prorata temporis. Le volume d'heures contractuel est d'abord ramené à un volume moyen journalier au vu de la durée du marché du titulaire. Ce volume moyen journalier est ensuite multiplié par le nombre de jours ouvrés validés au titre des difficultés économiques. Ce produit est alors déduit du volume global.

■ Gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion

Le Titulaire est informé que dans le cadre de la mise en œuvre de la clause d'insertion, il devra transmettre les données à caractère personnel des Bénéficiaires nécessaires à l'exécution de la clause d'insertion à la MEIF Paris-Saclay et plus précisément par le Pôle Achats Responsables.

Le Titulaire s'assurera qu'il peut transmettre les données à caractère personnel des Bénéficiaires à la MEIF conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire et la MEIF, en qualité de responsables conjoints de traitement, décideront ensemble de la coordination nécessaire au suivi de la conformité à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire est informé :

- que les données collectées à caractère personnel nécessaires pour le traitement par la MEIF sont celles des Bénéficiaires ;
- que la durée de conservation des données à caractère personnel des Bénéficiaires est de 48 mois à partir du 1^{er} jour de la mise en poste du Bénéficiaire et 24 mois après la fin de la période concernée. OU/ ET dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces données devront être conservées jusqu'en 2025 inclus. En l'absence de positionnement sur un emploi, les données des Bénéficiaires seront conservées 6 mois maximum à compter de la transmission ;
- que les données à caractère personnel seront traitées par la MEIF dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL ;
- que les destinataires des données à caractère personnel sont le service des clauses d'insertion et les organismes partenaires emploi - insertion qui interviendront et accompagneront les démarches ;
- qu'il est possible à tout moment pour les Bénéficiaires de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation de leurs données, ou s'opposer à leur traitement, en contactant :

Pôle Achats Responsables

Téléphone : 01 69 29 97 98

E-Mail : m.maquif@meif.fr

- que si un Bénéficiaire estime que les droits à la protection de ses données n'est pas assuré, il peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Le Titulaire devra transmettre les informations ci-dessus aux Bénéficiaires.

6.5. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Prestations supplémentaires ou modificatives :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Evolution des prix en cas d'imprévision :

Si un événement imprévisible, étranger à la volonté des parties et inconnu au moment de l'établissement des prix du contrat par le titulaire, provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de **l'introduction d'une clause d'évolution des prix dans les conditions suivantes** :

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution de l'accord-cadre strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible. En cas de poursuite de l'accord-cadre, le titulaire pourra formuler une demande d'indemnisation.

Le titulaire sera alors tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

A ce titre, il devra produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat, du fait de la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'offre initiale. Il devra notamment justifier de l'écart entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande dans un délai de 30 jours calendaires si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix de l'accord-cadre, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier de l'accord-cadre dûment justifié. La durée de la modification sera précisée dans chaque avenant. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels de l'accord-cadre demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après l'envoi.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Suivi des dépenses sur bons de commande

Afin d'assurer le suivi d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire du contrat envoie tous les six mois à l'Ecole polytechnique (adresse courriel à préciser) un fichier de reporting des commandes facturées à l'Ecole, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et cela jusqu'à la fin de l'exécution du dernier bon de commande de l'accord-cadre.

L'Ecole polytechnique se réserve la possibilité de demander un reporting de clôture 3 mois calendaires après la fin du marché pour tenir compte des délais de livraison et de facturation.

Ce fichier comporte les commandes émises tant auprès du titulaire au cours de la période (en cas de groupement, auprès d'un quelconque cotraitant, le mandataire étant tenu de l'élaboration du fichier de reporting) qu'auprès de l'un de ses sous-traitants le cas échéant.

Le fichier de reporting comporte impérativement les éléments suivants :

- Numéro de l'accord-cadre N°25.01.XXX ;
- Objet de l'accord-cadre ;
- Période concernée ;
- N° et date des bons de commande
- Montant hors taxes du bon de commande
- Date d'exécution du bon de commande
- Cumul des montants des bons de commande facturés sur la période concernée

Le Titulaire envoie son fichier de reporting, sous un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'échéance de la période de six (6) mois précitée, sous format EXCEL à l'adresse mail ou dans l'espace partagé qui sera communiqué à l'attributaire du marché par l'acheteur avant la notification du contrat.

En cas de retard dans la remise du reporting ou de remise d'un reporting erroné ou incomplet au regard des exigences définies au présent article, une pénalité de retard prévue à l'article 8.1 du présent CCAP sera appliquée. Le titulaire est responsable de l'envoi du fichier de reporting, selon les modalités précitées, même en l'absence d'une notification de rappel de la part de l'Ecole polytechnique.

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute

personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Mesures de sécurité :**

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent :

- *Contrôle nominatif*

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la Défense nationale et en complément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG/FCS, le titulaire déclare avoir pris connaissance des éléments suivants :

Les prestations à exécuter se situent à l'Ecole polytechnique, établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, relevant du Ministère des Armées et, de ce fait, intéressent la défense nationale ; le titulaire doit avoir pris connaissance de l'Arrêté du 9 août 2021 portant approbation

de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale et de l'arrêté du 3 juillet 2012 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation.

En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir à l'officier de sécurité de l'École polytechnique, dans les 15 (quinze) jours précédant les travaux la liste des personnels de sa société susceptibles d'intervenir sur le site de l'École polytechnique mentionnant :

- le nom et prénoms ;
- la date et lieu de naissance ;
- l'adresse du domicile personnel ;
- la fonction.

Afin d'établir les badges nominatifs des personnels listés, le titulaire s'engage à fournir au bureau sécurité dans les mêmes délais :

- le fichier dématérialisé de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ;
- le document CAZ renseigné en version PDF modifiable.

Les personnels se présenteront le jour de leur arrivée sur le site au bureau des badges afin de réaliser celui-ci.

Le port du badge apparent est obligatoire sur le site, les personnes qui n'en seront pas munies ne pourront pas pénétrer sur le site dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

- Contrôle d'accès

Le titulaire et le personnel intervenant lors de prestations du présent marché ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande par les services de sécurité de l'École polytechnique, pendant la durée du marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

Le titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités sont les suivantes et sont appliquées sans mise en demeure ou observations de la part de l'acheteur, sur simple constat du retard. Les pénalités définies au contrat sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités inférieures ou égales à 1000 euros pour l'ensemble du marché ne feront pas l'objet d'une exonération au bénéfice du titulaire. Les pénalités sont appliquées dès le 1er euro.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, lorsque les délais mentionnés sur le bon de commande adressé au titulaire sont dépassés, ce dernier encourt une pénalité, par demi-heure de retard, calculées au moyen de la formule</p> $P = V \times R / 50$ <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : montant HT de la prestation concernée par la pénalité R : nombre de demi-heures de retard</p> <p>Il est entendu que le retard arrête de courir à partir du moment où l'ensemble du personnel prévu par le bon de commande et le devis est arrivé sur le lieu de réalisation des prestations. Le retard se calcule par rapport aux horaires ouvrées (8h-18h30).</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de dépassement des délais mentionnés à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, le titulaire encourt les pénalités pour retard par jour calendaire, calculées au moyen de la formule</p> $P = V \times R / 50$ <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : montant HT de la prestation concernée par la pénalité R : nombre de jours de retard</p>
Insuffisance de moyens	En cas d'insuffisance de moyens humains, matériels et/ou d'approvisionnement, le titulaire encourt une pénalité de 250 €
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale lors de l'exécution des prestations	En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale lors de l'exécution des prestations, une pénalité de 200,00 € .
Non-respect de la clause d'insertion sociale	En cas de non-respect le titulaire encourt une pénalité de 50,00 € par heure d'insertion non réalisée.
Retard remise du reporting des dépenses sur bons de commande (poste 3)	En cas de dépassement du délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'échéance des 6 mois pour la fourniture du reporting des dépenses sur bons de commande (article 7.1 « suivi des dépenses » du présent CCAP), une pénalité de 100,00 € par jour de retard sera appliquée.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
Versailles
78011 Versailles

Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % de la différence entre le montant commandé et le montant minimum du contrat.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG

La rubrique *Opérations de vérification du service fait et admission des prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 27.2.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités* de l'article 8.1 du contrat déroge aux articles 14.1.1, 14.1.3 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)